

Systèmes de Prévention, de Gestion et de Sortie de crise Grande-Bretagne, États-Unis : coordination interministérielle avancée octobre 2005

LA GRANDE-BRETAGNE

La Grande-Bretagne a été l'un des premiers pays à se doter d'une politique générale de traitement des crises, et de structures propres à la prévention, gestion et sortie de crises. Son organisation est à ce jour la plus développée et semble-t-il la plus efficace. Elle se caractérise par son interministérialité. Au sein du Cabinet du Premier Ministre, le *Ministerial Committee on Defense and Overseas Policy* définit les stratégies du gouvernement en matière de défense et politique étrangère, et l'un de ses sous-comités, le *Sub-Committee Conflict Prevention and Reconstruction*, permanent, composé d'une quarantaine de personnes, assure la coordination interministérielle et pilote les actions des *Conflict Prevention Pools*.

Prévention et gestion des conflits : le système des *Conflict Prevention Pool* (CPP). Le **Global Conflict Prevention Pool (GCPP)** et le **Africa Conflict Pool (ACP)** ont été mis en place par le gouvernement britannique afin de prévenir les conflits. Le GCPP rassemble les travaux de prévention des conflits du *Foreign and Commonwealth Office* (FCO), du Ministère de la défense, et du Département du développement international (DFID), les aidant à accroître leur impact par une meilleure coordination et des stratégies communes. Depuis 2001, les deux CPP permettent aux ministères de travailler étroitement ensemble. Les CPP sont supervisés par des comités comprenant le Secrétaire aux Affaires Etrangères, le Secrétaire d'Etat pour le Développement International, le Secrétaire à la défense et le Chief Secretary au Trésor, et des équipes composées d'officiers de chaque ministère préparent une vision commune des priorités pour le Royaume Uni dans la prévention des conflits. Le DFID préside l'ACP, et le FCO le GCPP. Ces *pools* conjuguent une capacité d'analyse stratégique, une organisation interministérielle opérationnelle et un outil financier spécifique et immédiatement mobilisable. (http://www.mod.uk/linked_files/issues/gcpp/gcpp.pdf). Le financement est commun, par les 3 ministères (+Treasury pour les OMP). Un Fonds pour la prévention et gestion des conflits est voté par le Parlement.

Post Conflict Reconstruction Unit : unité interministérielle spécifique, hébergée par le DFID, créée en 2005 et chargée de la définition des politiques de sortie de crise. Elle complète le dispositif de *pools* par une planification commune et le plus en amont possible du post-conflit, incluant la liaison civilo-militaire, et travaillant avec la communauté internationale. Son but est aussi de combiner l'urgence et le développement en stabilisant le pays et en mettant en place les conditions d'un développement durable.

Cette unité qui est en train d'être établie est pilotée par un sous-Comité du Cabinet (« Post-conflit reconstruction ») présidé par le SG aux affaires étrangères et est interministérielle (dépend du DFID sur le plan administratif et sur le plan politique, du Cabinet et des 3 ministères FCO, Ministère de la Défense, DFID). Structure : vingt personnes permanentes et un renfort de vingt personnes supplémentaires (Irak). La PCRU assure seule son financement.

- Expertise et assistance technique britannique dans le domaine de la gestion des crises : avec la constitution d'une « réserve civile » ; constitution d'une équipe d'aide humanitaire, de stabilisation et de reconstruction (The Humanitarian, stabilization and reconstruction Team HSRT : Response Corps - Standing Corps - Technical Corps).

LES ETATS-UNIS

Afin de rationaliser l'action du gouvernement en matière de traitement des crises (répartie entre différentes agences), l'*Office du Coordinateur pour la Reconstruction et la Stabilisation (S/CRS)* a été créé le 5.08.2004 par le Secrétaire d'Etat.

Organisation : Il s'agit d'une structure interministérielle hébergée par le département d'Etat et son coordinateur, l'Ambassadeur Carlos Pascual, est sous l'autorité directe du secrétaire d'Etat. Le S/CRS est composé de membres de l'USAID, de la CIA, de l'Etat-Major des Armées, du Ministère de la Défense, formant une équipe de 35 personnes (80 prévues à terme), ainsi que de 100 diplomates à travers les ambassades et bureaux régionaux. Mécanisme : Le *National Intelligence Council* produit une liste de risques-pays selon leur intensité, ainsi les agences du Département peuvent évaluer les problèmes d'un Etat et planifier des stratégies dans les cas de conflits émergents. Le S/CRS élabore des projets et lorsqu'ils sont conformes aux intérêts du Gouvernement, il met en place un comité ad-hoc, le *senior interagency policy-level*, ayant pour mission de faire des recommandations au Conseil National de Sécurité, afin que l'action soit efficace.

Objectifs : Le S/CRS vise à améliorer la réponse des Etats-Unis aux crises des Etats fragiles ou en conflit, de la prévention aux situations de post-conflit et d'urgence. Ainsi il doit diriger, coordonner, institutionnaliser les capacités civiles du Gouvernement des Etats-Unis pour prévenir et préparer les situations de post-conflit, aider à stabiliser et à reconstruire les sociétés en transition suite à un conflit. Il a une ambition d'améliorer la collaboration avec la société civile et les organisations internationales. Il doit permettre au gouvernement de forger une seule approche en matière de gestion des conflits. Une sorte de "réserve civile" de diplomates est prévue : ils seront entraînés pour être déployés rapidement dans les zones de crise, ainsi que des spécialistes, des experts mobilisables après un conflit.

Pour cela **cinq domaines d'action** ont été définis : 1/ Développer des politiques de prévention des crises dans les Etats/régions à risque : avec la création d'un **Comité de coordination de la politique de stabilisation et de reconstruction** à Washington, disposant de bureaux régionaux. 2/ Veille et planification : le S/CRS dresse une liste de pays susceptibles de subir une crise et coordonne la planification pour prévenir ou gérer si nécessaire des crises potentielles. Il s'appuie également sur les travaux de l'*Office for Conflict Management and Mitigation* de l'USAID (l'agence de développement du gouvernement) qui a mis en place des instruments approfondis d'analyse des crises. 3/ Développement des compétences et des ressources pour une possibilité d'intervention rapide et coordonnée, avec la création de groupes d'intervention. 4/ Définir un retour d'expérience (formations, entraînements) et développer une base de données pour faciliter la prise de décision. 5/ Assurer la coordination avec les partenaires internationaux (OI, Etats, ONG, société civile).

Budget : important (7,7 millions de dollars pour 2005) ; création d'un fonds d'urgence, le *Conflict Response-Fund*, doté de 100 millions de dollars pour 2006. ➤ **Difficultés** : doit encore faire ses preuves et souffre de la différence de moyens, notamment sur le terrain, avec le Pentagone. Sa fonction de gestion de crise n'est pas encore prouvée ; l'Irak absorbe les ressources pour le moment.